[J.O. 150 du 30 juin 2006](#) [J.O. disponibles](#) [Alerte par mail](#) [Lois,décrets](#) [codes](#) [AdmiNet](#)
[Ce document peut également être consulté sur le site officiel Legifrance](#)

Décret n° 2006-759 du 29 juin 2006 portant majoration à compter du 1er juillet 2006 des rémunérations de la fonction publique et attribution de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'Etat, personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation

NOR : FPPX0600110D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de la fonction publique ;

Vu l'[ordonnance no 58-1270](#) du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu le [code de la sécurité sociale](#), notamment le titre Ier du livre V et le titre V du livre VII ;

Vu la [loi no 83-634](#) du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la [loi no 84-16](#) du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la [loi no 84-53](#) du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la [loi no 86-33](#) du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la [loi no 2005-270](#) du 24 mars 2005 portant statut général des militaires ;

Vu le [décret no 48-1108](#) du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le [décret no 82-1105](#) du 23 décembre 1982 modifié relatif aux indices de la fonction publique ;

Vu le [décret no 85-730](#) du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales régis respectivement par les lois no 84-16 du 11 janvier 1984 et no 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le [décret no 85-1148](#) du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Article 1

Le décret du 24 octobre 1985 susvisé est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1er juillet 2006 :

I. - Les dispositions de l'article 3 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 3. - La valeur annuelle du traitement et de la solde définis respectivement à l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, à l'article 42 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 susvisée et à l'article 10 de la loi du 24 mars 2005 susvisée, afférents à l'indice 100 majoré et soumis aux retenues pour pension est fixée à 5 397,95 EUR à compter du 1er juillet 2006. »

II. - Les dispositions de l'article 5 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 5. - Les traitements et soldes annuels correspondant aux indices majorés figurent au barème B ci-annexé, applicable à compter du 1er juillet 2006. »

III. - Le barème B annexé au décret du 24 octobre 1985 susvisé est remplacé à compter du 1er juillet 2006 par le barème B figurant en annexe du présent décret.

IV. - Les dispositions de l'article 6 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 6. - Les traitements et soldes annuels correspondant à chacun des groupes hors échelle sont fixés comme suit à compter du 1er juillet 2006 :

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO

n° 150 du 30/06/2006 texte numéro 50

V. - Au premier alinéa de l'article 7, les mots : « l'indice majoré 186 » sont remplacés par les mots : « l'indice majoré 190 ».

VI. - Le second alinéa de l'article 7 du décret du 24 octobre 1985 susvisé est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, ce même traitement est constitué par le traitement afférent à l'indice majoré 227 pour l'application de l'article 65 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée. »

VII. - Au premier alinéa de l'article 8, au lieu de : « l'indice majoré 275 », lire : « l'indice majoré 279 ».

VIII. - Au troisième alinéa de l'article 8, au lieu de : « l'indice majoré 186 », lire : « l'indice majoré 190 ».

Article 2

Le décret du 23 décembre 1982 susvisé est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1er juillet 2006 :

I. - A l'article 1er, les mots : « à compter du 1er juillet 2005 » sont remplacés par les mots : « à compter du 1er juillet 2006 ».

II. - Le barème A ci-annexé se substitue à compter du 1er juillet 2006 au barème A annexé au décret du 23 décembre 1982 susvisé.

Article 3

Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique et le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 2006.

Jacques Chirac

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Dominique de Villepin

Le ministre de la fonction publique,

Christian Jacob

Le ministre de l'économie,

des finances et de l'industrie,

Thierry Breton

Le ministre délégué au budget

et à la réforme de l'Etat,

porte-parole du Gouvernement,

Jean-François Copé

A N N E X E

BARÈME A

Correspondance entre indices nets, bruts, nouveaux

et majorés du 1er juillet 2006

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO

n° 150 du 30/06/2006 texte numéro 50

BARÈME B

Traitements annuels bruts soumis à retenue

pour pension à compter du 1er juillet 2006

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO

n° 150 du 30/06/2006 texte numéro 50